



# ville de vitry sur seine

94407 vitry-sur-seine cedex  
téléphone : 01 46 82 80 00

## cabinet du maire

réf. à rappeler : 910

Réf : PBL/SB

Monsieur Jean CASTEX  
Premier Ministre  
Hôtel de Matignon  
57, rue de Varenne  
75700 Paris

Vitry-sur-Seine, le 16 février 2021

Objet : Lettre ouverte au Premier Ministre –  
Accompagnement mise en œuvre de l'Opération d'Intérêt National des Ardoines à Vitry sur Seine

Monsieur le Premier Ministre,

Il y a douze ans, l'Etat a proposé à la ville de Vitry-sur-Seine de s'engager dans une Opération d'Intérêt National (OIN) sur près d'un tiers du territoire communal.

La ville s'engageait alors à ses côtés pour répondre à la demande croissante de logement et de développement de l'emploi sur la Région en acceptant la construction de huit mille logements aux côtés de vingt mille emplois à horizon 2030.

Cet instrument de l'Etat, deuxième OIN de France, s'est donné pour ambition de faire émerger sur ces sites un vaste pôle de développement économique, intégrant une programmation de logements et d'équipements publics, dans le respect des équilibres et des valeurs de notre ville.

Douze années se sont maintenant écoulées, les terrains ont été achetés et les engins sont prêts à entrer en action. Toutefois, le contexte financier s'est profondément modifié et nous oblige à vous alerter.

La participation de la commune au redressement des finances publiques a soustrait 8 millions d'euros par an en moyenne au budget de la ville, ces dernières années. A cela, il convient d'ajouter la suppression de la taxe professionnelle et la disparition progressive de la taxe d'habitation qui par le décalage de sa compensation diminue le budget et supprime son dynamisme.

Ce dynamisme était une véritable contribution aux augmentations de dépenses publiques consécutives à toute accroissement de population. Or sans lui, la volonté politique de répondre à l'urgence locative se confronte à la difficulté d'accueillir des dizaines de milliers d'habitants supplémentaires à périmètre financier constant.

Ce contexte, associé à l'incapacité de l'Etat à soutenir notre commune, pourtant volontaire, à la hauteur de l'ambition du projet à mettre en œuvre, nous contraint à devoir vous demander, avant de continuer, des garanties que nous ne sommes parvenues à obtenir jusqu'à ce jour.

...

D'abord sur les moyens alloués à la ville, ensuite pour la prise en compte des exigences des Vitriots accueillant ce que nous pourrions qualifier de « nouvelle ville ».

En effet, ce projet urbain titanesque est donc devenu intenable avec notre capacité d'investissement actuelle. Déjà, nos prédécesseurs avaient alerté les gouvernements précédents au travers d'une campagne « rendez-nous nos 24 millions » ayant conduit à un rendez-vous au ministère.

Poursuivre l'OIN, reviendrait donc pour la ville d'un côté à ne plus investir sur son territoire ou ses services publics et de l'autre à augmenter la fiscalité pendant plusieurs mandats. Une solution inenvisageable pour un territoire populaire comme le nôtre.

Afin de garantir un développement en lien avec les habitants actuels, nous demandons également que puissent être intégrées dans la programmation des consultations des populations. Une ville nécessite l'apport de celles et ceux qui la font vivre au quotidien : ses habitants, ses associations, ses acteurs économiques... Ainsi, tous les projets devront faire l'objet d'une consultation propre à adapter les programmes.

Monsieur le Premier Ministre, nous savons votre attachement à l'échelon communal et à son rôle précieux dans le quotidien de nos concitoyens. Le 29 janvier dernier, vous avez annoncé un investissement de 3,3 milliards d'euros à destination des quartiers populaires dits « politique de la ville ».

Première ville du Val-de-Marne, comptant quatre quartiers prioritaires regroupant près de 20 000 personnes, des taux de pauvreté frôlant les 30 % et un revenu moyen par ménage de 18 700 euros, Vitry doit être soutenue. Aujourd'hui, nous vous alertons sur les conditions intenable pour la ville et inacceptables pour ses habitants. Dans le cadre de cette opération nous demandons :

- à revoir le soutien de l'Etat au regard des conditions actuelles,
- le respect des engagements pris comme le départ du dépôt pétrolier situé dans ce secteur,
- un accompagnement prioritaire de la ville de Vitry vue le caractère National de l'opération,
- un comité des financeurs co-piloté par l'Etat avec les collectivités concernées,
- un calendrier de consultations des habitants en lien avec la commune.

La municipalité et ses élus réaffirment leur engagement pour l'OIN, mais si et seulement si l'effort est partagé et la ville respectée. Seul le respect de ces demandes semble pouvoir le garantir. C'est pourquoi, nous vous alertons sur une situation de blocage risquant de freiner durablement le développement de notre Région.

Au gré des années passées sur ce projet, nous avons tissé des liens de confiance. Malheureusement, les évolutions de politique nationale nous conduisent, une nouvelle fois, à vous alerter de décisions rendant impossible le développement urbain et la continuité des services publics y afférant.

Par conséquent, nous espérons la prise en compte de notre situation commune et vous prions de bien vouloir agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de notre haute considération.

Pierre BELLEROCHE  
Maire de Vitry-sur-Seine

